



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Christine HERBAUT  
Tél : 04.84.35.42.65

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

Marseille, le **14 JUIN 2023**

**ARRÊTÉ n°47-2023 C/C**  
**portant décision sur la demande d'examen au cas par cas en application de**  
**l'article R.122-3 du code de l'environnement,**  
**formulée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**  
**dans le cadre du projet de réhabilitation des installations portuaires**  
**du port de la Vesse sur la commune du Rove**

-----

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le IV de son article L.122-1, et ses articles R.122-2, R. 122-3 ;

**Vu** l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté n°22-064 du 21 mars 2022 du préfet coordonnateur de bassin portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) et du programme pluriannuel de mesures du Bassin Rhône-Méditerranée pour la période 2022-2027 ;

**Vu** le formulaire (Cerfa n°14734\*04) accompagné du dossier de demande d'examen au cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale, présenté par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du projet de réhabilitation des installations portuaires du port de la Vesse sur la commune du Rove, réceptionné à la préfecture des Bouches-du-Rhône le 27 avril 2023 et considéré complet le 11 mai 2023 ;

**Vu** l'avis de l'Agence régionale de santé PACA émis le 27 avril 2023 ;

**Vu** la contribution de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône du 23 mai 2023 ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée aux articles L.171-8 et L.122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** que le projet est soumis à examen au cas par cas en application des dispositions de l'article L.122-1 du code de l'environnement dès lors qu'il consiste en une modification ou une extension d'ouvrages ;

**Considérant** les caractéristiques du projet qui consiste à effectuer des travaux de remise en état et de sécurisation des installations portuaires du port de la Vesse situé sur la commune du Rove ;

.../...

**Considérant** l'enjeu au titre du domaine public maritime consistant à intégrer dans la zone portuaire une solution de mouillage pour une quarantaine de plaisanciers ;

**Considérant** que les différents enjeux du projet seront analysés lors de l'instruction du dossier déposé au titre de la législation sur l'eau qui précisera notamment les incidences sur le milieu marin et les mesures mises en œuvres pour les maîtriser ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, du dernier alinéa de l'article R.122-2-II du même code et sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, le projet de réhabilitation des installations portuaires du port de la Vesse sur la commune du Rove, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2 - Autres autorisations**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 - Publication**

La présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante [www.bouches-du-rhone.gouv.fr](http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr)

### **Article 4 - Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire conformément aux dispositions du V de l'article R.122-3 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire doit être adressé à la préfecture des Bouches-du-Rhône :

*Monsieur le préfet du département des Bouches-du-Rhône  
Place Félix Baret - CS 80001  
13282 Marseille Cedex 06*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire. Il doit être adressé au tribunal administratif de Marseille :

*Madame la présidente du tribunal administratif de Marseille  
31 rue Jean-François Leca  
13002 Marseille*

ou par voie dématérialisée à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 5 - Exécution

- Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-préfet d'Istres,
- Le Maire de la commune du Rove,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Yvan CORDIER